

PRÉFACE

SOCIALISME, NATION ET INTERNATIONALISME

Contre toute attente, longtemps, l'histoire du socialisme s'est écrite sous le régime de l'histoire nationale. La belle floraison des années 1950 et 1960 comme l'épanouissement des années 1970 furent, tout particulièrement en France, dominés par cette approche. Le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier*, dirigé par Jean Maitron, fut d'abord tout entier tourné vers l'espace français, même s'il connut ultérieurement des déclinaisons pour d'autres pays. La monumentale *Histoire générale du socialisme*, dirigée par Jacques Droz et publiée dans les années 1970, rassemble, sans les articuler, des chapitres traitant de cas nationaux. Les historiennes et historiens qui publièrent des travaux dans ce sillage, à commencer par Madeleine Rebérioux, qui en fut, à sa manière, la cheffe de file, n'ont guère rompu avec cette tendance, y compris l'auteur de ces lignes.

Or, le socialisme est bel et bien un objet qui impose presque naturellement une analyse qu'on pourrait aujourd'hui qualifier de « croisée », selon la terminologie proposée par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann¹. La doctrine, comme les organisations et les grandes figures qui l'incarnerent, s'inscrivent toutes dans des perspectives transnationales. Aucun effet de mode ici dans la promotion d'une telle approche, comme on le redoute parfois en certains domaines de recherche où le « transnational », le « global » voire le « mondial » font l'effet d'une qualification obligée. Dans le cas de l'histoire du socialisme, il s'agit d'une nécessité, comme l'avait d'ailleurs tôt compris l'un des historiens majeurs du mouvement ouvrier, précocement disparu à la fin des années 1970, Georges Haupt².

1 Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, « Le Genre humain », 2004.

2 Se reporter à *Cahiers Jaurès*, « Georges Haupt, l'Internationale pour méthode », 203, janvier-mars 2012.

On n'est donc pas surpris, qu'en dépit de légers désaccords, Elisa Marcobelli rende un hommage signalé à l'œuvre de Haupt sur laquelle elle s'appuie beaucoup. C'est d'ailleurs une autre des grandes qualités de son ouvrage que de se confronter à l'historiographie qui l'a précédée ou l'accompagne. Marcobelli la connaît « dans tous ses détails », elle sait la présenter avec rigueur et précision, et, plus encore, la discute au regard des résultats de sa propre recherche. Cette maîtrise historiographique, qui donne à son étude un caractère si particulier, est de surcroît enrichie par la fréquentation de trois historiographies, puisque Elisa Marcobelli travaille en trois langues : le français, l'allemand et l'italien. Cette compétence de polyglotte la rapproche d'ailleurs, ici encore, de Georges Haupt qui confessait ne plus très bien savoir quelle était sa langue maternelle...

Elisa Marcobelli est tout à fait représentative d'une nouvelle vague de chercheurs européens, parfaitement internationalisés, rompus à plusieurs façons d'être, de penser, de chercher. D'autres historiens de sa génération (Emmanuel Jousse, Amaury Catel, Jean-Numa Ducange et quelques autres) l'ont rencontrée en mobilisant des approches semblables. Au-delà des connaissances rassemblées et composées, les savoir-faire acquis par ces jeunes chercheurs sont très impressionnants. Qui pourrait encore dire que le « niveau baisse » et que les sciences sociales n'ont plus le brio d'antan ?

Mais c'est aussi la qualité intrinsèque du livre qui atteste que le « niveau » ne baisse pas du tout ! L'ouvrage d'Elisa Marcobelli se déploie en trois temps très bien ajustés l'un à l'autre, pour une séquence chronologique de moyenne durée (1889-1915). À ce plan particulièrement clair, qui permet au lecteur de suivre très agréablement le propos de l'autrice, s'ajoute une thèse. Celle-ci est énoncée, fortement, d'emblée. Elle prend à rebrousse-poil les interprétations classiques, et politiquement surdéterminées, réduisant l'histoire de l'Internationale à celle d'une « faillite », d'un échec. Elle complète aussi utilement le beau livre de Nicolas Delalande où sont scrutées les pratiques internationalistes relatives notamment à la circulation de l'argent au sein du mouvement ouvrier¹.

Dans la première partie de son livre, Marcobelli développe une présentation de l'Internationale, inspirée en partie par les travaux de Kevin Callahan dans lequel celui-ci défend l'idée de la création d'une « communauté imaginée » autour de l'Internationale². Malgré ses vicissitudes et ses inaccomplissements, l'internationalisme de la II^e Internationale a su, selon Marcobelli, donner naissance à un nouveau sentiment d'appartenance, quand le XIX^e siècle est réputé être le siècle des nationalités.

1 Nicolas Delalande, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Le Seuil, 2019.

2 Kevin Callahan, *Demonstration Culture. European Socialism and the Second International, 1889-1914*, Leicester, Troubadour Publishing, 2010.

Au cours d'excellents développements, Elisa Marcobelli restitue les modalités pratiques par lesquelles cette sensibilité a pu progressivement s'imposer aux militants socialistes des trois pays qu'elle a retenus : la France, l'Allemagne et l'Italie. Les trois nations, comme elle le relève souvent, ne jouent pas à égalité. Dans les congrès de l'Internationale (9 de 1889 à 1914), auxquels elle porte une attention aiguisée, on compte surtout des Français et des Allemands, peu d'Italiens¹. Elle observe de très près pratiques et discours. Le jeu sensible des acteurs, les décors, les effets des discours, le heurt des langues, le rôle des interprètes, etc., participent de la création de ce sentiment transnational qui soude des appartenances. Des codes et des rituels communs surgissent, telle la célébration du 1^{er} mai, définitivement ritualisée à partir du 1^{er} mai 1891. Deux ans plus tard, les défilés et le chômage du 1^{er} mai prirent en charge la lutte contre la guerre, leur vocation première, sociale, étant la revendication de la journée de 8 heures.

Le livre ouvre ensuite un nouvel angle d'observation. Il s'agit d'examiner la façon dont chaque parti socialiste formula sa politique « anti-guerre » (à défaut de pouvoir être qualifiée de « pacifiste », terme dont Elisa Marcobelli fait, à juste titre, un usage très mesuré). Elle revient avec beaucoup de clarté sur la situation faite à chacun des trois partis dans leur environnement politique respectif. Elle y décrit notamment les conflits internes autour de la question nationale.

Le principal point d'entrée problématique réside dans la tension entre patriotisme et internationalisme. Chacun des trois partis, différemment selon les tendances qui les composent, associe un attachement parfois inexpugnable au sentiment national à un désir d'internationalisme sur la nature duquel Elisa Marcobelli s'interroge beaucoup. Elle n'en conteste nullement la sincérité. Elle considère seulement qu'il n'est pas exclusif et coexiste le plus souvent avec un vif sentiment patriotique. Elle en fait une démonstration intéressante pour le cas allemand, après avoir commenté l'ancien débat historiographique qu'avait en son temps suscité les thèses de Dieter Groh. Elle rappelle que chez Kautsky, tout comme chez son grand rival des heures révisionnistes Eduard Bernstein, patriotisme et internationalisme ne font pas mauvais ménage. Il en va un peu de même au sein du PSI où, en dépit de leur opposition, Turati et Bissolati ne sont pas très éloignés l'un de l'autre sur la question de la défense nationale. Quant au cas français, on sait depuis longtemps que les socialistes, bons héritiers des républicains, ne sont que très marginalement d'authentiques « sans patrie » : Gustave Hervé est beaucoup moins représentatif que Jaurès. Cette manière de conciliation entre patriotisme et internationalisme est d'ailleurs parfaitement confir-

1 Cf. Pierre Alayrac, *L'Internationale au milieu du gué. De l'Internationale socialiste au congrès de Londres, 1896*, préface de Jean Numa Ducange et Blaise Wilfert-Portal, Rennes, PUR, 2018.

mée dans l'enquête sur l'internationalisme publiée par la revue *La Vie socialiste* en 1905 qu'étudie Elisa Marcobelli. S'y fait jour la distinction entre « guerre défensive » et « guerre agressive », distinction que seul Gustave Hervé, adossé à ses thèses « antipatriotiques », juge captieuse¹.

Elisa Marcobelli traite efficacement des relations entre les trois partis. Elle y expose comment circulent (ou pas) les idées, par quelles modalités pratiques s'établissent les contacts. Elle s'attarde sur la question des langues et des traductions. S'appuyant sur les récentes recherches de Gerd Krumeich pour ce qui concerne l'Allemagne et celles d'Andrea Geuna pour ce qui a trait à l'Italie, elle consacre aussi des pages nouvelles à la réception (ou plutôt à la quasi non-réception) de *L'Armée nouvelle* de Jaurès parmi les socialistes de ces deux pays. Dans le même esprit, elle traque quelques-uns de ces intermédiaires-traducteurs-militants, femmes et hommes de l'ombre, le plus souvent ignorés par l'histoire du socialisme, grâce auxquels cependant le socialisme put être le premier grand mouvement politique moderne transnational. Il faudra sans doute d'autres recherches pour mieux préciser les rôles d'une Oda Olberg ou d'un Pasquale Martignetti, quand Roberto Michels et Charles Rappoport sont désormais bien connus. Mais de ces premiers éléments d'analyse linguistique se dégage le constat d'un français résistant, toujours, peu ou prou, « lingua franca » du socialisme international².

C'est avec beaucoup de science qu'Elisa Marcobelli ajoute une pièce importante à la déjà très riche historiographie des revues socialistes à laquelle elle apporte son approche d'histoire tout à la fois comparée et connectée. Elle met en valeur quelques acteurs particulièrement importants de ce champ européen : *Critica sociale* lancée par Turati en 1891, *Die Neue Zeit* de Kautsky en 1883, *Sozialistische Monatshefte* de Joseph Bloch et Eduard Bernstein en 1897 et « vieille dame du socialisme français » (Madeleine Rebérioux³), *La Revue socialiste*, lancée en deux épisodes par Benoit Malon en 1880 puis en 1885. Ces revues et leurs principaux rédacteurs entretiennent des relations les uns avec les autres : Malon avec Turati ou Lagardelle (du *Mouvement socialiste*) avec les socialistes allemands.

Les passages de l'ouvrage qui sont sans doute les plus originaux et denses sont ceux où Elisa Marcobelli analyse la « mise à l'épreuve » des discours internationalistes durant les grandes crises internationales de la fin du XIX^e siècle et du début du siècle suivant. De celle de Fachoda, qui

1 Sur les modalités par lesquelles s'opère ou non un ajustement entre nationalisme et internationalisme au sein du mouvement ouvrier français, on se reportera utilement à Bastien Cabot, « À bas les Belges ! ». *L'expulsion des mineurs borains (Lens, août-septembre 1892)*, Préface de Christophe Prochasson, Rennes, PUR, 2017.

2 Cf. Emmanuel Jousse, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2017.

3 Madeleine Rebérioux, « La Revue socialiste », *Cahiers Georges Sorel*, 5, 1987, p. 15-38.

affecta le congrès de 1900, au « congrès manqué de Vienne » qui ne put se tenir en août 1914, Marcobelli traverse toute l'histoire des congrès saisie au miroir des crises porteuses d'une guerre toujours possible.

Face à leur succession marquée par une intensité dramatique de plus en plus préoccupante, l'Internationale dut s'adapter. Le discours internationaliste eut à composer avec des sentiments nationaux toujours vivaces chez les socialistes des trois pays. Même lors des conflits n'impliquant que des nations non européennes ou aux marges de l'Europe, comme lors de la guerre russo-japonaise de 1905, des réactions nationales se manifestèrent. Mais rien ne fut plus menaçant que les graves crises marocaines de 1905 et 1911 voire la guerre italo-turque de 1911.

De ce panorama, Elisa Marcobelli tire plusieurs conclusions. La première met en évidence la réactivité grandissante de l'Internationale et du BSI qui parvinrent l'un et l'autre à réagir de plus en plus vite et de plus en plus efficacement, notamment à l'occasion des guerres balkaniques de 1912-1913. La deuxième repose sur le constat de l'étroite relation entre la nature de la réaction socialiste et le degré d'implication de la nation concernée. L'esprit de l'Internationale ne l'emporta jamais tout à fait sur les réflexes patriotiques. Enfin, Elisa Marcobelli met en évidence la « défiance » qui surgit de temps à autre dans les relations entre les socialistes des trois pays et s'afficha durant ces grandes crises. L'histoire des relations entre socialistes français et socialistes allemands l'atteste au premier chef. En dépit de protestations pacifistes et d'amitié, socialistes français et socialistes allemands ne renoncèrent jamais à leur méfiance réciproque. « L'affaire Andler », sur laquelle Elisa Marcobelli revient très efficacement, en est sans doute l'une des démonstrations les plus indiscutables.

Elisa Marcobelli hésite à conclure sur l'échec ou, pis encore, sur la « faillite » voire la « trahison » de l'Internationale. Pour deux raisons. La première tient au fait que cette dernière a toujours eu à composer avec le sentiment national voire le patriotisme des militants socialistes de chaque pays. La seconde est qu'en dépit de cette tension, l'Internationale parvint à donner naissance à des pratiques internationalistes sur lesquelles put se fonder un discours commun et peut-être même ce que l'on pourrait nommer un « esprit ».

L'une des grandes forces du travail d'Elisa Marcobelli repose sur son sens de la nuance. Elle sait admirablement bien sortir des cadres historiographiques habituels qui enferment les réponses dans des approches binaires. En ce sens, son livre passionnant opère un véritable déplacement historiographique qui en fait tout le prix.